

## ***CULTURES, LANGUES ET COMMUNICATIONS***

***Entre l'uniformisation culturelle et le renforcement des identités:  
les effets d'une dynamique d'intégration***

***Synthèses des exposés et discussions du vendredi 19 septembre 1997***

<b>Présidente:</b>	<b>Madame Norma Fidelia Guevara de Ramirios</b> Vice-présidente de l'Assemblée législative de la République d'El Salvador
<b>Vice-présidente:</b>	<b>Madame Liza Frulla</b> Vice-présidente de la Commission de la culture de l'Assemblée nationale du Québec
<b>Conférenciers:</b>	<b>Madame Nadia Brédimas-Assimopoulos</b> Présidente du Conseil de la langue française du Québec <b>Monsieur Luiz Felipe Perret Serpa</b> Recteur de l'Université fédérale de Bahia <b>Monsieur Luis Eduardo Soto Cavanna</b> Chef de pupitre, CBS TeleNoticias
<b>Secrétaire:</b>	<b>Madame Denise Léonard</b> Assemblée nationale du Québec

---

***Madame Nadia Brédimas-Assimopoulos*** est présidente du Conseil de la langue française du Québec. Possédant une formation universitaire en sociologie, elle a été professeure à l'Université de Montréal dans les années soixante-dix et y assume maintenant des fonctions de cadre supérieure. Elle a siégé à l'exécutif du Parti Québécois de 1981 à 1988 et a oeuvré au sein de plusieurs organismes, dont Amnistie Internationale, l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, Radio-Québec et le Conseil supérieur de l'éducation.

---

Pour madame Brédimas-Assimopoulos, si le projet d'intégration économique des États des Amériques exige que les pays participants s'ouvrent sur le monde, ils devront affirmer d'autant plus leurs identités culturelles respectives, et ce, afin d'éviter l'uniformisation des valeurs et des contenus culturels engendrée par l'usage accru de la *lingua franca* dans beaucoup de domaines.

L'affirmation culturelle passe par la protection et la promotion des langues nationales, qui peuvent être assurées par une intervention législative. Par exemple, il y a une vingtaine d'années, le Québec se dotait d'une loi qui redonnait force et dynamisme au français. Cette loi, dont le domaine d'intervention reste la sphère publique, rendait officielle la primauté du français tout en reconnaissant les acquis de la communauté anglophone. On peut affirmer vingt ans plus tard que les principaux objectifs de la loi sont atteints. L'expérience du Québec peut certainement enrichir les discussions sur ce qu'il convient de faire pour protéger les langues nationales dans un contexte de mondialisation des marchés.

Aujourd'hui, la prospérité d'un État dépend moins de ses matières premières que de la capacité de ses entreprises à recueillir et à produire de l'information. Du point de vue technologique, les États doivent donc adopter une «approche dynamique», c'est-à-dire développer des outils de communication efficaces dans leur langue nationale. Cela permettra aux cultures nationales, qui sont au cœur du dynamisme économique, de s'épanouir malgré un contexte culturel homogénéisant.

La culture et l'économie étant intimement liées, le respect des langues nationales, ces véhicules de la culture, devient donc une question centrale dans les discussions préparatoires à l'intégration économique. Il sera important pour les pays participants d'établir des normes internationales dans les quatre langues officielles et de rendre leur usage officiel au sein des organismes supranationaux qui pourraient être mis sur pied.

Ces considérations amènent madame Brédimas-Assimopoulos à proposer la tenue d'une rencontre panaméricaine sur le respect des langues et des cultures dans un ALENA élargi.

---

*Monsieur Luiz Felipe Perret Serpa est recteur de l'Université fédérale de Bahia (Brésil). Il est professeur et chercheur dans diverses universités brésiliennes. Il a publié des travaux dans les domaines de l'épistémologie des sciences, de la politique culturelle et de l'éducation brésilienne. Il a été président du Conseil de l'éducation de l'État de Bahia et est aujourd'hui membre du conseil*

*d'administration de l'Association nationale des dirigeants d'institutions fédérales d'enseignement supérieur.*

---

Se basant sur l'analyse de la genèse de l'État-nation moderne et du rôle joué par le Nouveau Monde dans ce processus, monsieur Perret Serpa soutient que la dynamique des marchés en Amérique latine a joué un rôle fondamental dans l'expansion économique de l'État-nation et dans le développement d'une identité culturelle homogène qui lui est propre.

La révolution technologique est cependant venue modifier cette réalité. Aujourd'hui, le monde fait face à deux phénomènes de nature structurelle: l'instabilité permanente et la *déterritorialisation*. L'instabilité permanente est engendrée par les nouvelles technologies qui, en capitalisant sur le savoir plutôt que sur les biens matériels, modifient qualitativement la dynamique du marché en augmentant le rythme des processus de changement. La révolution technologique a aussi amené une certaine *déterritorialisation* car le savoir n'est pas lié au territoire, contrairement aux biens matériels.

De nos jours, les entreprises, dont le rayonnement mondial est le plus important utilisent, produisent et diffusent des idées. C'est donc la diversité des connaissances et des idées qui constitue le plus important des capitaux économiques et dont dépend l'avenir de l'économie de marché. L'idée d'une séparation entre les domaines économique et culturel doit donc être remise en question.

En conclusion, monsieur Perret Serpa affirme qu'il faut favoriser la diversité des idées - donc des cultures nationales - en insistant, de manière positive et efficace, sur la valeur humaine des cultures, même mercantilisées. C'est de cette façon que nous favoriserons l'évolution non seulement des cultures, des identités nationales, des langues et de la communication mais également de l'humanité.

---

**Monsieur Luis Eduardo Soto Cavanna** est chef de pupitre pour CBS *TeleNoticias*. Il a complété des études en droit international et en sciences politiques à l’Université catholique de Quito. Journaliste de carrière, il a contribué à l’implantation de la télévision hispanique aux États-Unis travaillant notamment pour les deux plus importants réseaux de télévision hispanophones américains, Univision et Telemundo. Il est un des fondateurs de CBS *Telenoticias*, le plus ambitieux projet de télécommunication en langue espagnole au monde. À titre de rédacteur en chef, il a visité de nombreux pays d’Amérique latine et établi des alliances stratégiques avec des conglomérats médiatiques de l’hémisphère.

---

En Amérique latine, on rencontrait plus de 2000 dialectes tribaux avant la vague de colonisation qui imposa les langues espagnole et portugaise. De ce nombre, quelque 800 survivent encore mais sont en voie d’extinction. Parmi ceux-ci, cinq (le nahuatl, le maya, le quechua, l’aymara et le guarani) résistent malgré tout à l’annihilation.

La langue étant un outil de communication, on peut affirmer que tout ce qui est lié à la langue représente la matière première culturelle. Dans ce contexte, la qualité de la langue qu’utilise un média devient un geste éminemment culturel car elle a des répercussions immédiates sur le comportement linguistique de toutes les personnes qui entrent en contact avec les messages transmis par ce moyen de communication collective.

Bien que les médias n’ait pas comme fonction première d’éduquer la population, ils ont la responsabilité sociale de contribuer au maintien de la qualité linguistique de la population. En assumant cette responsabilité, les médias contribuent au respect de quelques-uns des plus importants droits politiques des citoyens à savoir, le droit d’enquêter, de recevoir et de diffuser des informations, la liberté d’information étant la pierre angulaire de toutes les libertés.

L’ancien colonialisme des pays d’Amérique latine a cédé la place au colonialisme culturel par l’intermédiaire des télécommunications par câble et par satellite. Afin de contrer cette hégémonie culturelle, il est important que les chaînes de télévision fassent la promotion de la langue

nationale. Par ailleurs, pour que cette langue survive, il faut qu'elle se renouvelle, qu'elle évolue. Les moyens de communication doivent tenter avec acharnement de préserver la langue. Cela ne pourra que contribuer à la consolidation de la démocratie dans nos pays respectifs.

---

## ***SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS***

Au cours de la discussion, on a beaucoup insisté sur le danger que représentait pour les cultures dites faibles l'hégémonie de la langue anglaise, surtout dans le contexte d'une intégration économique des États des Amériques.

Si l'on avance comme postulat que la langue est le principal véhicule de la culture et des valeurs, on peut présumer que l'omniprésence de l'anglais contribue, dans les États qui subissent son influence, non seulement à une perte d'identité culturelle - identité non encore affirmée dans bien des cas - mais aussi à une uniformisation des valeurs.

Parmi les moyens proposés par les participants pour contrer les effets de la prépondérance de l'anglais, mentionnons tout d'abord la protection des langues nationales. De plus en plus d'États se dotent d'une législation officialisant la primauté de leur langue et balisant l'utilisation d'autres langues, notamment dans le domaine public (services publics, étiquetage, etc.).

Par ailleurs, la promotion de la langue et de la culture est tout aussi importante. Les acteurs les plus significatifs dans ce domaine sont le système d'éducation (par l'enseignement de la langue, de l'histoire, de la littérature), les médias (par la création de canaux d'information dans la langue nationale) et les nouvelles technologies (par des logiciels créés, eux aussi, dans la langue nationale).

L'émergence d'une solidarité interculturelle, qualifiée par un des participants d'«Internationale des petites cultures», permettrait sans doute aux cultures plus faibles d'occuper la

place qui leur revient dans la future ZLEA.

Les participants concluent que, lors des discussions préparatoires à l'intégration économique des Amériques, il sera très important de ne pas escamoter la question du respect des cultures et des langues et ils recommandent qu'une rencontre panaméricaine sur cette question soit tenue en vue d'un éventuel élargissement de l'ALENA.